

Intervention au débat général

New York, 20 septembre 2016

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames, messieurs,

Je suis devant vous pour lancer plusieurs appels au nom de la France.

Le premier c'est de mettre en œuvre le plus vite possible l'accord historique de Paris.

Historique parce que cette conférence se tenait, rappelons-nous quelques jours après les attentats terroristes qui avaient ensanglanté Paris. Historique par le contenu de l'accord lui-même avec cet engagement de réduire le réchauffement climatique et de mobiliser des financements en faveur des pays les plus vulnérables.

En avril dernier, cet accord était signé ici même par 175 pays. Mais chacun sait qu'il n'entrera en vigueur que s'il est ratifié par au moins 55 Etats représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis et la Chine viennent de le faire. La France notifiera demain aux Nations Unies l'achèvement de sa procédure. J'appelle donc tous les pays à accélérer pour que tout soit conclu **avant la fin de l'année.**

Il n'y a pas de temps à perdre.

La COP21 a été la conférence des décisions. La COP22 à Marrakech sera celle des solutions. Il s'agit de l'alliance solaire internationale, de la lutte contre la désertification, de la protection des océans et de la définition d'un prix du carbone.

Mon second appel est pour l'Afrique.

Le développement de ce grand continent plein de promesses est menacé par le réchauffement, les migrations, les conflits, le terrorisme.

Je propose un Agenda 2020 pour l'Afrique.

Ce plan doit permettre à tous les Africains d'accéder à l'électricité. Ce n'est pas le cas pour deux tiers d'entre eux.

L'enjeu, c'est de répondre aux besoins de 15% de la population mondiale. L'enjeu c'est de permettre aux pays africains de bénéficier d'un potentiel immense. L'enjeu c'est de réduire les migrations.

J'ai lancé une initiative pour les énergies renouvelables en Afrique. Dix bailleurs se sont engagés à mobiliser 10 milliards d'ici 2020. La France en financera plus de 20%.

L'Europe a décidé d'un plan d'investissement extérieur qui pourra atteindre plus de 40 milliards et même le double si les Etats membres de l'Union y participent. J'appelle l'ensemble des pays de cette assemblée à nous rejoindre dans cette dynamique.

Il n'y aura pas de développement de l'Afrique sans que sa **sécurité** soit garantie.

Au Mali, la décision que j'ai prise en janvier 2013 avec nos alliés africains a évité que les organisations terroristes prennent le contrôle

d'un Etat tout entier. C'est la stabilité de l'ensemble de la région qui était en jeu.

Aujourd'hui la menace est constituée principalement par Boko Haram et des organisations liées à Al Qaida ou à Daech.

Face à ce fléau, les pays de l'Afrique de l'Ouest, du Sahel et du Lac Tchad savent qu'ils peuvent compter sur la France. Nous sommes à leurs côtés, nous les formons, nous les entraînons, nous leur donnons un appui dans tous les domaines, dont celui, essentiel, du renseignement. Nous les soutenons dans leur combat contre le terrorisme, comme c'est le cas pour la force multinationale mixte mise en place par le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Bénin et le Cameroun. Ces actions, nous devons les amplifier avec les Nations unies, et l'Union africaine mais la sécurité des Africains doit venir des Etats africains eux-mêmes. C'est ce que nous devons aussi prévoir dans le plan pour l'Afrique.

Enfin, j'appelle à agir pour la Syrie,

Le conflit a fait 400 000 morts, Alep est une ville martyre, des milliers d'enfants sont écrasés sous les bombes, des populations entières sont affamées, les convois humanitaires sont attaqués, des armes chimiques sont utilisées. Ça suffit. La tragédie syrienne sera, devant l'Histoire, la honte de cette assemblée si nous n'y mettons pas fin maintenant.

Comme en février, le cessez le feu n'a pas duré. Le régime est coupable de son échec.

Quant à ses soutiens étrangers, ils doivent le forcer à la paix. Sinon ils porteront avec lui la responsabilité de la partition et du chaos.

Le Conseil de Sécurité ne doit pas devenir le théâtre d'un jeu de dupes où ceux qui l'ont empêché d'agir depuis 5 ans prétendent aujourd'hui l'utiliser pour soutenir le régime.

La France veut saisir le Conseil de sécurité pour se rassembler et avancer, elle a 4 exigences :

- Imposer le cessez le feu, conformément aux décisions prises. **C'est le préalable.**
- Exiger l'acheminement immédiat et sans conditions de l'aide humanitaire vers Alep et les autres villes martyres. **C'est l'urgence.**
- Permettre la reprise des négociations politiques selon les principes de la transition actés dès 2012. **C'est la solution.**
- Dénoncer et sanctionner le recours aux armes chimiques, employées par le régime il y a quelques semaines encore. **C'est la justice.**

Le chaos et la partition, c'est aussi ce qui menace la **Libye** avec l'urgence de rétablir l'Etat autour d'un gouvernement d'union et du Premier ministre SARRAJ. C'est ce à quoi la France travaille avec ses partenaires et les Nations Unies.

La France ne se résigne jamais. C'est pourquoi elle a pris l'initiative pour contribuer à une solution au **conflit israélo-palestinien**. La perspective de voir deux Etats vivre en paix et en sécurité côte à côte s'éloigne avec la progression constante de la colonisation. Elle s'éloigne aussi par la méfiance, par l'incitation à la violence et par le fanatisme. Personne ne peut imposer de solution aux parties. Mais rien n'est pire que le statu

quo. L'objectif, c'est de réunir d'ici la fin de l'année, une conférence pour qu' Israéliens et Palestiniens soient en capacité et en responsabilité de négocier. [Colonisation].

C'est le même esprit qui anime notre action pour la paix en Ukraine. La création du format Normandie a permis de la préserver. Dans les semaines qui viennent nous voulons à nouveau réunir les Présidents Russes et Ukrainiens avec la Chancelière Merkel pour avancer dans la mise en œuvre des accords de Minsk. Nous n'abandonnerons pas cet objectif.

Mesdames, Messieurs,

Le terrorisme islamiste menace tous les pays du monde. Rien que ces derniers jours, il a touché les Etats-Unis. La liste est longue, elle est glaçante au cours de l'année écoulée.

Il prospère sur le terreau des conflits ouverts depuis trop longtemps et sur le chaos. Il provoque une vague de réfugiés. Il bouleverse la donne internationale : les frontières, le droit international, la sécurité collective.

Face à ces périls, la France a confiance en les Nations Unies. Elles ont montré leur efficacité avec l'adoption de l'agenda 2030 sur le développement et l'accord de Paris sur le climat, avec les Opérations de maintien de la paix qui n'ont jamais été aussi nombreuses.

Encore faut-il que la communauté internationale se mobilise et prenne des décisions. La France, elle, prend ses responsabilités chaque fois qu'elle pense pouvoir être utile.

Comme membre permanent elle considère que son rôle n'est pas de bloquer mais d'agir.

Parce que la France défend une idée pour le monde, les libertés, le droit, la justice.

Parce que la France met sa politique au service de la paix et parle à toutes les parties prenantes.

Parce que la France est une nation indépendante qui respecte le droit.

Parce que la France lie le développement et la sécurité.

Parce que la France est un pays ouvert et veut des règles dans la mondialisation, notamment pour les accords internationaux.

Parce que la France n'a pas d'autres ennemis que les forces de la haine et de l'intolérance.

Parce que la France est un pays laïc qui parle à toutes les religions.

Parce que la France n'a pas d'autre intérêt que la stabilité, le développement et l'avenir.

Voilà pourquoi nous sommes attachés aux Nations unies et attendus par elles.

Je ne voudrais pas terminer mon propos sans rendre hommage au Secrétaire général pour le travail exceptionnel effectué depuis 10 ans à la tête de notre organisation.

Cher Ban Ki Moon, vous n'avez ménagé aucun effort pour la rendre plus efficace. Nous étions côte à côte quand l'accord de Paris a été conclu. Le monde sait ce qu'il vous doit.